

Le défi de l'Inde

Leena Srivastava estime que l'Inde ne doit pas sacrifier sa croissance économique aux exigences « injustes » des pays industrialisés en matière de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

Depuis quelque temps, des pressions formidables sont exercées sur l'Inde pour qu'elle s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Les arguments sont essentiellement de deux types : le premier dit que les émissions du pays augmentent probablement beaucoup à l'avenir et annuleront ainsi tout gain (jusqu'à présent invisible) pouvant être issu des mesures d'atténuation prises par les pays industrialisés. Le deuxième porte essentiellement sur les désavantages compétitifs auxquels les pays développés pourraient être confrontés si de grands pays en développement comme l'Inde n'adoptent pas d'objectifs de réduction des émissions.

Ces deux arguments sont fallacieux. En insistant sur l'avenir, les pays de l'Annexe 1 (industrialisés) se débarrassent de leurs responsabilités historiques et refusent d'être tenus responsables des dommages qu'ils ont déjà infligés au système climatique de la Terre. L'incertitude de l'avenir est illustrée avec éclat par la crise financière imprévue que nous vivons actuellement. Ce qu'il faut mettre au point, c'est un mécanisme pour fixer les responsabilités historiques de manière dynamique, les intégrer sur la durée de vie des gaz à effet de serre et les pondérer selon le nombre d'habitants. Les pays prendraient alors des engagements proportionnels à leur responsabilité historique, telle que définie plus haut, vis-à-vis du problème des changements climatiques. Ce mécanisme serait juste et équitable et laisserait l'espace nécessaire à des pays comme l'Inde pour qu'ils se développent de manière responsable.

L'argument des désavantages compétitifs qui pourraient être infligés à l'industrie des pays de l'Annexe 1 n'est pas recevable car la

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tient les pays (et non les secteurs) responsables et attend des pays qui se sont enrichis aux dépens du système climatique qu'ils fassent les frais de la résolution du problème qu'ils ont créé – la philosophie qui sous tend le principe du « pollueur-payeur ». Dans ce contexte, les pays de l'Annexe 1 ne pouvaient s'attendre, de manière réaliste, à ce que les mesures de correction soient gratuites! Ils ne devraient pas non plus s'attendre à ce que les pays qui ne sont pas à l'origine du problème fassent preuve d'altruisme et contribuent à créer aujourd'hui les règles du jeu équitables qui n'existaient pas hier! C'est le juste retour des choses qui offre aux pays moins développés un petit espoir de fortifier leur croissance – cet espoir ne saurait être grevé parce qu'il faudrait endosser, une fois encore, le fardeau des riches.

Il est clair que l'Inde a connu un taux de croissance rapide. Mais, dans cette histoire de croissance, le monde tend à oublier que l'expérience est encore récente et que la base sur laquelle la croissance est mesurée est étroite. Le revenu par habitant de l'Inde s'élève aujourd'hui à environ de USD 2 400 et devrait rester inférieur à USD 5 000, même en 2020. La consommation d'énergie par habitant atteint à peine 350 kilogrammes équivalent pétrole (kgep) et atteindra 800 kgep en 2020. On peut comparer ce chiffre avec le revenu mondial moyen par habitant qui atteignait USD 8 755 en 2005 (USD 30 000 pour les pays de l'OCDE) et à la consommation d'énergie moyenne par habitant qui était de 1800 kgep (5000 pour les pays de l'OCDE) en 2005. Une partie de l'augmentation de la consommation d'énergie contribuerait à la croissance annuelle

de 8% que l'Inde vise pour cette période malgré les améliorations de rentabilité inévitables. Une partie de l'augmentation devrait aussi permettre de raccorder à la chaîne de distribution les millions de personnes qui sont encore privées d'électricité. Aujourd'hui, l'Inde compte environ 650 millions d'habitants qui brûlent la biomasse traditionnelle pour cuisiner et environ 400 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité dans leurs foyers ou au travail.

Malgré la faible consommation d'énergie de l'Inde, le faible niveau actuel d'accès et de développement de l'infrastructure offre une formidable occasion de choisir un mode de développement faible en carbone. Nous estimons que près de 80% des besoins d'infrastructure de l'Inde jusqu'en 2030 doivent encore être mis en place, notamment l'infrastructure nécessaire à la mobilité et à la production d'énergie. En ce qui concerne la mobilité, le gouvernement est placé devant un choix difficile – encourager les transports publics n'affecterait pas seulement la croissance industrielle (aux niveaux national et mondial) du fait des incidences sur le secteur de l'automobile mais augmenterait aussi le fardeau financier qui pèse sur ses ressources budgétaires rares compte tenu des investissements nécessaires pour soutenir une plus vaste infrastructure de transport public. Afin de satisfaire la demande de services à base d'électricité, l'Inde a besoin d'acquérir rapidement de l'expérience en matière de technologies solaires à grande échelle pour servir les populations urbaines et de solutions de production décentralisée et distribuée au niveau national. Pour soutenir cette transformation, il faut impérativement développer et gérer des réseaux « intelligents ». Naturellement, l'enjeu réside dans le fait de savoir comment l'Inde peut y parvenir tout en maintenant les coûts suffisamment bas pour les 400 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité afin qu'elles puissent être desservies. Au lieu de se sentir menacés par les perspectives de croissance de l'Inde, les pays de l'Annexe 1 devraient participer avec enthousiasme à cette transition vers une énergie produisant peu de carbone! ■

Dr Leena Srivastava est Directrice exécutive de TERI, l'Institut indien pour l'énergie et les ressources.

www.teriin.org

